



PREFECTURE DU NORD

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT
Réf. D.A.G.E./3 - FF

Arrêté préfectoral de prescriptions
complémentaires pour l'exploitation du terril n°
178 "Lagrange" à Raismes par la société
TERCHARNOR SA.

LE PREFET DE LA REGION NORD-PAS-DE-
CALAIS, PREFET DU NORD,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU
MERITE

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le Code minier ;

Vu la loi n° 93-3 du 4 janvier 1993 relative aux carrières et ses décrets d'application n° 94-484, 94-485, 94-486 du 9 juin 1994 ;

Vu la nomenclature des installations classées résultant du décret du 20 mai 1953 modifié ;

Vu le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié ;

Vu le décret n° 80-330 du 7 mai 1980 modifié, relatif à la police des mines et des carrières ;

Vu le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié, instituant le règlement général des industries extractives ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2003 autorisant la société TERCHARNOR à exploiter le terril n° 178 "Lagrange" à RAISMES ;

Vu la modification notable des conditions d'exploitation du site constituée par le déplacement du lavoir à 180 mètres de l'emplacement prévu ;

Vu le dossier modificatif déposé par l'exploitant ;

Vu le rapport en date du 2 septembre 2003 de Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement ;

Sur la proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Nord ;

ARRÊTE

Article 1 – OBJET

La S.A. TERCHARNOR, dont le siège social est situé Terril 144 59870 RIEULAY, ci-après dénommée l'exploitant, est tenue de respecter pour la mise en exploitation sur le territoire de la commune de Raismes, du terril de schistes miniers 178 Lagrange Ouest et des bassins de décantation des anciennes usines Rousseau, les prescriptions complémentaires du présent arrêté portant sur le déplacement du lavoir à l'intérieur du périmètre d'autorisation initial.

Les prescriptions complémentaires du présent arrêté modifient ou complètent celles de l'arrêté préfectoral initial d'autorisation du 31 janvier 2003.

Article 2 – IMPLANTATION DES INSTALLATIONS

L'annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2003 (plan au 1/2500) est remplacée par l'annexe 1-28 juillet 2003, ci-annexée.

Article 3 – DEPOTS DE MATERIAUX

Aux 1^{ère} et 3^{ème} lignes du paragraphe 1.1.5 de l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2003, les mots " Ak4 " sont remplacés par " Ak4 et 5 ".

Article 4 – DUREE DE L'AUTORISATION

A la 1^{ère} ligne du paragraphe 1.1.6, les mots " est fixée à 3 ans " sont complétés par " à compter de la notification de l'arrêté préfectoral complémentaire relatif au déplacement du lavoir ".

Article 5 – REMISE EN ETAT

4.1. L'annexe 2 de l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2003 (remise en état) est remplacée par l'annexe 2 – 16 juin 2003, ci-annexée.

4.2. A la 3^{ème} ligne du paragraphe 1.1.8 de l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2003, les mots " + 30 m " sont remplacés par " + 32 m ".

4.3. – Les trois premières lignes du paragraphe 13.2.4 de l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2003 sont remplacées par les dispositions suivantes : " - de trois plates-formes horizontales à la cote + 35 m

NGF au niveau des bassins 2i et 2j, + 32 m NGF au niveau du bassin 1, et + 27 m NGF pour l'assise du terri et la zone d'exploitation du lavoir (au niveau des terrains environnants) ”.

Article 6 – RESPECT DES ENGAGEMENTS

Le paragraphe 2.2 de l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2003 est remplacé par les dispositions suivantes :

“ Sous réserve des prescriptions du présent arrêté et des dispositions réglementaires en vigueur, les installations sont situées, installées et exploitées :

- d'une part, conformément aux plans et descriptifs joints à la demande d'autorisation et au dossier complémentaire 28 juillet 2003, portant sur les modifications des modalités d'exploitation, notamment le nouvel emplacement du lavoir et de ses installations annexes, l'utilisation de la totalité du bassin 1 pour le stockage définitif des schlamms, le bardage du lavoir et les caractéristiques des merlons anti-bruit ;

- d'autre part, conformément aux informations complémentaires et engagements fournis par le demandeur dans le cadre de l'instruction de ces demandes. ”

Article 7 – CONTROLE DES NIVEAUX SONORES

A la 1^{ère} ligne du paragraphe 34.2.2 de l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2003, le mot “ trois ” est remplacé par “ un ”.

Article 8 – GARANTIE FINANCIERE DE REMISE EN ETAT

Au 2^{ème} alinéa de l'article 36 de l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2003, les mots “ 364 079 Euros (trois cent soixante quatre mille soixante dix neuf Euros) ” sont remplacés par “ 374 189 Euros (trois cent soixante quatorze mille cent quatre vingt neuf Euros) ”.

Article 9 – PUBLICITE

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant. Une copie est déposée à la Mairie de Raismes pour y être consultée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la Mairie de Raismes ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins de Monsieur le Maire de la commune de Raismes.

Le même extrait est affiché en permanence, de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Un avis est inséré, par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Article 10 – VOIES DE RECOURS (article L 514-6)

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours :

- devant le Tribunal Administratif de Lille par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai de quatre ans à compter de sa date de publication ou d'affichage ;
- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 11 – EXECUTION

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Nord, Monsieur le Maire de Raismes, Monsieur l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont l'ampliation sera adressée à Monsieur le Sous-Préfet de Valenciennes, Messieurs les Maires d'Escautpont et de Bruay-sur-Escout, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, Monsieur le Chef du Service Départemental de l'Architecture, Messieurs les Directeurs Départementaux de l'Equipeement, de l'Agriculture et de la Forêt et des Affaires Sanitaires et Sociales, ainsi que Monsieur le Président du PNR Scarpe Escout.

Fait à LILLE, le 30 septembre 2003

LE PREFET,
Pour le Préfet
Le Secrétaire général adjoint

Christophe MARX

Pour ampliation
P/Le Chef de Bureau Délégué

Fabrice FALVO

